



Nominations

CFE : Thierry Burlot vient d'être nommé président du Cercle Français de l'Eau. Il succède à Sophie Auconie, députée de l'Indre-et-Loire et Jacques Krabal, député de l'Aisne. Le Cercle Français de l'Eau a également nommé Clotilde Terrible au poste de déléguée générale. Elle succède à Pierre Victoria. Philippe de Quatrebarbes a rejoint l'association en qualité de chargé de mission.

DREAL Corse : Jacques Legaigoux (ICPEF), est nommé directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse, pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 2019.

DREAL Grand Est : Marie-Jeanne Fotre-Muller, (IGPEF) est nommée directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 2019.

France Water Team : Anne Ribayrol-Flesh a été nommée première Présidente de France Water Team, le Pôle de compétitivité de la filière de l'eau.

MTES – Administration centrale : Lionel Berthet (ICPEF), a été nommé sous-directeur de la connaissance des aléas et de la prévention, au sein du service des risques naturels et hydrauliques de la direction générale de la prévention et des risques, à l'administration centrale du ministère de la transition écologique et solidaire, pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} octobre 2019.

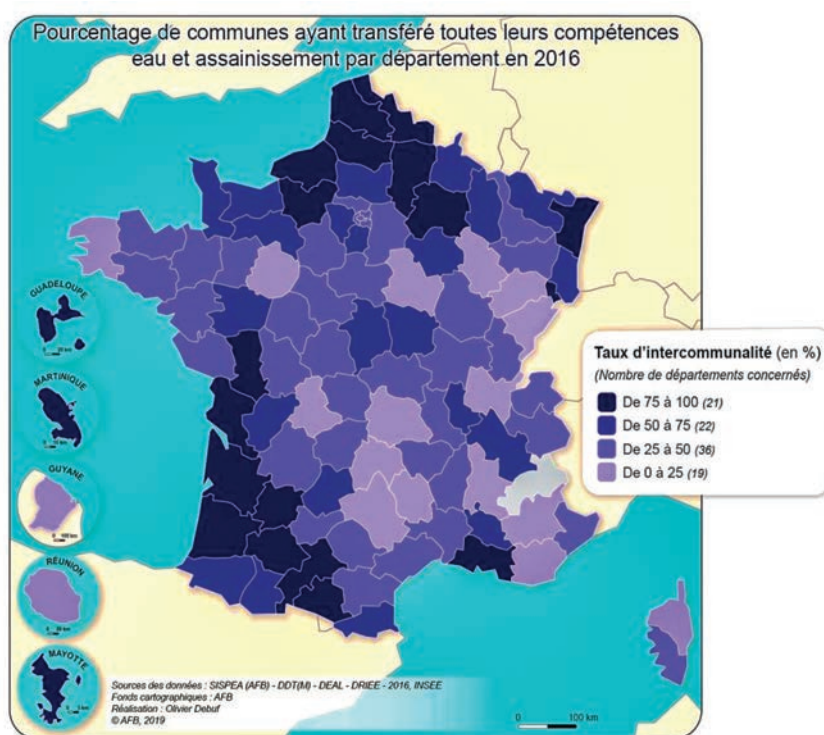
MTES – CGDD : Diane SIMIU a été nommée directrice adjointe au commissaire général au développement durable, à compter du 30 septembre 2019.

DEAL Guadeloupe : Pierre-Antoine Morand (ICPEF), est nommé directeur adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe, pour une durée de quatre ans, à compter du 4 novembre 2019.

Actualités France

SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT L'INTERCOMMUNALITÉ À TOUT PETITS PAS...

L'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement vient de publier son huitième rapport sur les données 2016 des services publics d'eau et d'assainissement. Stabilité du prix de l'eau, impayés en hausse, légère amélioration du rendement des réseaux et cheminement très lent vers l'intercommunalité sont les principaux enseignements.



En 2016, 53,8 % des communes ont transféré toutes leurs compétences eau et assainissement aux intercommunalités. Ce rythme devra s'accélérer et passer de 1 à 4 points de pourcentage par an pour atteindre l'objectif de l'échéance 2026.

En 2016, 32.508 services portés par 21.488 collectivités assurent des missions d'eau potable et/ou d'assainissement. En 2016, 53,8 % des communes contre 52,8 % en 2015, 51,6 % pour 2014 et 50,1 % pour 2013, ont transféré toutes leurs compétences eau et assainissement aux intercommunalités. Le cheminement vers l'intercommunalité se fait donc lentement, sans doute du fait de la modification de la loi « NOTRe » qui fixe l'échéance de ce transfert au 1^{er} janvier 2026. Ce rythme devra cependant s'accélérer et passer de 1 à 4 points de pourcentage par an pour

atteindre l'objectif de l'échéance 2026. Le prix moyen TTC de l'eau potable et de l'assainissement collectif au 1^{er} janvier 2017 pour une consommation de 120 m³ s'est établi à 4,03 €/m³, stable par rapport à l'année précédente. La part du prix de l'eau potable (2,03 €/m³), de l'assainissement collectif (2,00 €/m³) et des autres taxes restent inchangées. La part des dépenses d'eau dans les ménages reste stable à 1 % avec cependant des variations du simple au double en fonction des régions (0,9 % à 1,8 %). Le taux d'impayés pour les factures d'eau potable augmente sensiblement

SOVAL
DEPUIS 1932



Vigi

CAPOT REGARD SÉCURISÉ

UN CAPTAGE PROTÉGÉ
POUR
UNE EAU SÉCURISÉE

l'industrie en
FRANCE



WWW.SOVAL.FR



Nominations

Météo France : Virginie Schwarz (IGM), a été nommée présidente-directrice générale de Météo-France.

CGEDD : Christian Le Coz (IGPEF) est nommé, au 1^{er} octobre 2019, Président de la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) de la région Centre-Val de Loire, pour une durée de 3 ans, en qualité de membre permanent du CGEDD.

DRAAF Centre Val de Loire : Frédéric Michel (ICPEF), est nommé directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Centre-Val de Loire, à compter du 1^{er} novembre 2019.

Pollutec : Reed Expositions France annonce la nomination d'Alexis de Gérard à la tête du salon Pollutec, salon international des solutions pour l'environnement qui se tient tous les deux ans à Lyon en année paire. Il est rejoint par Vanessa Brizay nommée directrice du Marketing et de la Communication de Pollutec.

Agence de l'eau RMC : Depuis le 1^{er} octobre, Nicolas Alban (ICPEF), est le nouveau directeur de la délégation territoriale de Lyon de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Il succède à Yannick Prebay, aujourd'hui directeur des territoires et ville au Cerema.

Noreade : Marcus Agbekodo a été nommé directeur général des régions Noréade eau et Noréade assainissement.

et passe de 1 % à 1,6 %, après quelques années de relative stabilité. Plusieurs causes potentielles (évolution du pouvoir d'achat des ménages, interdictions de coupures d'eau liées à la loi Brottes, etc.) sont identifiées, sans qu'il soit possible, à ce stade d'en détailler l'impact respectif. A noter que quelle que soit la taille de la collectivité, les services en régie enregistrent des taux d'impayés de 50 à 130 % plus élevés, quelles que soient les classes de prix. Cet écart pourrait s'expliquer par une politique et des modalités de recouvrement moins ciblées ou moins diversifiées qu'en délégation. Il n'est pas constaté de corrélation entre le niveau de prix du service et le taux d'impayés.

Concernant l'obligation faite aux collectivités locales de réduire les fuites en leur imposant de mieux connaître leurs réseaux et d'avoir un seuil minimum de rendement, les choses évoluent lentement. Le rendement moyen de la France entière progresse très légèrement, en 2016, avec 79,9 % contre

79,7 % en 2015. Mais les fuites pèsent toujours en France leur milliard de m³ annuel... En 2015, les agences de l'eau ont appliqué les premières majorations de redevances lorsque les services d'eau potable n'ont pu acquérir une connaissance suffisante de leur réseau d'eau potable et/ou n'ont pas projeté d'actions appropriées pour la réduction de leurs fuites. Ces services sont majoritairement ruraux et de petite taille. Pour l'année 2016, en matière de connaissance du patrimoine, le taux de non-conformité est de 13 % des services contre 14 % en 2015 et 20 % en 2014. En matière de maîtrise des fuites, 18 % de services ont été concernés en 2016 par la non-atteinte du rendement seuil, un taux en légère amélioration puisqu'il se situait autour de 20 % entre 2013 et 2015.

Le taux de renouvellement des réseaux d'eau, après une période de stagnation entre 2010 et 2015 (0,57 %), est quant à lui en légère augmentation en 2016 (0,59 %). ●

EN BREF

- **Captages :** Un rapport du ministère de l'agriculture dresse un état des lieux des moyens disponibles pour accentuer la prise en compte des enjeux économiques des exploitations agricoles dans les démarches de protection des captages et présente des retours d'expérience sur le sujet. Il est disponible à l'adresse : https://aires-captages.fr/sites/default/files/document-sandre/rapport_-_economie_exploitations_agricoles_captages_adele_guen_vf.pdf
- **Nitrates :** La mission d'évaluation de l'expérimentation « Nitrates autrement » impulsée par la FNSEA en 2015 propose d'expérimenter en France le dispositif belge Nitrawal. [http://www.cgedd.](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/012557-01_rapport_cle2d2dce.pdf)

[developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/012557-01_rapport_cle2d2dce.pdf](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/012557-01_rapport_cle2d2dce.pdf)

- **Cycl'Eau :** les conférences vidéo de la dernière édition du salon Cycl'eau sont disponibles à l'adresse : <https://www.youtube.com/channel/UCMHV9pvXtRkljQN-Qss57Zw/videos>
- **Sage :** Le livre I du guide national relatif SAGE vient d'être publié. Ce premier volet a vocation à expliciter l'ensemble des réformes intrinsèques à la politique SAGE et autres réformes ayant eu un impact sur cette même politique. <https://www.gesteau.fr/document/guide-methodologique-pour-lelaboration-et-la-mise-en-oeuvre-des-sage-actualisation-en-2019>